

Café géographique à Toulouse le 20 octobre 2010

LA PAUVRETÉ DANS LA VILLE *une frontière invisible*

Catherine SELIMANOVSKI est maître de conférences en Géographie à l'IUFM de l'Université de Montpellier 2. Ses recherches portent sur les processus de disqualification sociales et spatiales. Elle a publié en 2008 "La frontière de la pauvreté" aux Presses Universitaires de Rennes.

La réflexion de ce soir aborde la pauvreté visible et/ou invisible dans la ville française. C'est une question sociale d'actualité, l'année 2010 est l'"Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion" et la journée du 17 octobre 2010 a été la "Journée mondiale du refus de la misère et de l'élimination de la pauvreté dans le Monde".

Misère et pauvreté sont des termes saisonniers, ils reviennent en périodes hivernales, associés à : sans-abris, bidonvilles, gens du voyage roms aujourd'hui, etc.... Autant d'expressions utilisées par les médias, qui donnent une vision tronquée de situations complexes.

Quels indicateurs?

- Selon l'INSEE, le **seuil de pauvreté** à 60% du revenu médian (950 € par mois) concernerait **13% de la population** ; à 50% du revenu médian (750 € par mois) toucherait **7,1 % de la population française**.
- Autres indicateurs statistiques les bénéficiaires des aides sociales : CMU (Couverture Maladie Universelle), RMI (Revenu Minimum d'Insertion), près d'un million de personnes bénéficieraient de ces aides.
- La distribution spatiale : on évoque des "poches de pauvreté", à vérifier
- Mais aussi on parle de la "fracture sociale", avec un glissement de la question sociale sur le territoire pour aboutir à la question des "banlieue".

Les trois questions auxquelles il convient de répondre quand on travaille sur la pauvreté sont : Où ? Pourquoi ? Avec quels effets sociaux ? Qu'est-ce qui se joue entre la position sociale des démunis et leurs pratiques de l'espace ? Pourquoi parler de frontière et non de fracture ?

Quelle définition de la pauvreté ?

La question du seuil n'est pas une bonne approche. Georg Simmel donne une définition sociale de la pauvreté : c'est la manière dont la société regarde et reconnaît les personnes en situation d'assistance. Ce regard fait passer la "ligne", on passe une frontière. Les personnes liées à toutes les inégalités sociales qui sont passées par l'aide sociale se vivent disqualifiées et sont marquées par la disqualification. Passer la porte de l'aide sociale, c'est être à la fois protégé, mais aussi enfermé dans l'assistanat.

Quelles personnes ?

- La sphère des minimas sociaux : ce sont les grandes familles logés dans les HLM
- Il y a tout un "marais" de situations tout à fait moyennes qui sont en fait les plus nombreuses, avec des ménages de 1 ou 2 personnes avec ou sans enfant

qui habitent des foyers. Par rapport à la problématique de l'invisibilité, ce sont des gens que l'on ne voit pas ou que l'on ne perçoit pas, et cependant ce sont les plus nombreux.

- Et puis il y a un groupe atypique ce sont les tsiganes.

Grande diversité de groupes dont le lien est **le rapport au travail** ; dans nos sociétés il est à l'origine de situations de pauvreté.

Exemple : comparaison de deux parcours de bénéficiaires de fonds d'urgence sociale. En superposant les parcours professionnels, résidentiels et familiaux d'un homme de 58 ans et d'une femme de 53 ans, on observe des ouvriers durant abîmés par le travail physique, exclus du système dans une période de mutation du système productif avec des plans de licenciements. Ce sont des gens qui auront beaucoup de mal à retrouver du travail. Ils sont entrés dans une phase d'assistance, avec un entre deux qui est l'alternance de périodes de chômage et d'intérim.

On retrouve ce même processus pour deux jeunes gens de 29 ans en grandes difficultés d'intégration au monde du travail. Ces personnes ont terminé leurs études très tôt, sans diplômes, ils ont connu alternativement des périodes d'activité, de chômage, d'intérim, de formation ; tout un système d'allers-retours avec une frontière extrêmement labile. Ils sont à la porte du RMI.

Avec cet éclairage il convient de parler de "frontière" et non de "fracture" parce qu'il y a des mouvements, des allers-retours, des possibilités de rentrer et de sortir. La construction de cette frontière est liée aux inégalités sociales, et ce qui masque le passage de la frontière c'est le recours à l'aide sociale qu'elle soit pérenne ou occasionnelle. On notera une grande diversité de situations de pauvreté alors que l'on a tendance à penser des situations moyennes. Cette "frontière", souvent présentée comme une frontière sociale, n'est pas seulement une métaphore spatiale, elle repose sur deux propositions complémentaires :

1. La première proposition a à voir avec **la question résidentielle** : où résident les populations en situation de pauvreté ? Dans des espaces défavorables au regard d'effets de lieux négatifs (ne pas avoir accès aux services, ne pas être dans le bon quartier, ne pas avoir la belle adresse).
2. Le deuxième élément est la question des rapports à l'espace : le passage de la frontière induit des migrations résidentielles que l'on n'a pas toujours choisi. On est dans une **pratique de l'espace en retrait**. Dans la mesure où l'on ne travaille plus ou peu, dans la mesure où l'on a moins d'argent, on a une mobilité habituelle qui se rétrécit à l'univers des quartiers. C'est une situation disqualifiante parce qu'on est dans une société où la mobilité est un facteur d'intégration et un attribut de la modernité.

Le processus résidentiel qui grippe et le processus de mobilité qui se rétracte créent une territorialité du repli et ouvrent le débat sur la trace de la frontière dans l'espace.

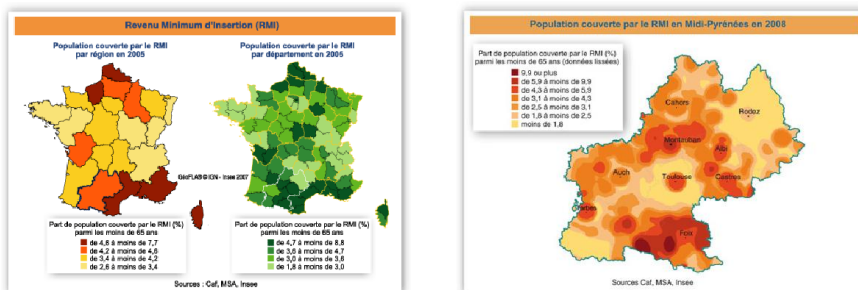
Où résident les ménages en situation de pauvreté ? Et pourquoi sont-ils là ? Pourquoi rejeter la notion de "poches de pauvreté" ? Les jeux d'échelle.

Lire la distribution résidentielle des ménages en situation de pauvreté suppose une question d'échelle dans le sens de "mailles d'analyse".

Mon travail porte sur le Bas-Rhin ; à partir de la carte des bénéficiaires du RMI, vu de Paris, l'Alsace est riche (moins de 2% des ménages bénéficie du RMI). Cependant en faisant un

zoom au niveau cantonal sur le Bas-Rhin, on observe une surreprésentation des ménages en situation de pauvreté avec des valeurs supérieures à la moyenne nationale (4%) : c'est le cas de Strasbourg, d'Haguenau, Sélestat et de la bordure sous-vosgienne. Pour autant peut-on parler de "poches de pauvreté" ? Non. L'observation au niveau communal donne les mêmes résultats avec une place prépondérante de la zone urbaine strasbourgeoise, puis des aires dispersées dans les villes de la couronne de Strasbourg. Il y a une relative corrélation entre la concentration des ménages en situation de pauvreté et le plan urbain, mais quand on arrive dans les villes de moins de 20 000 hab. cette pertinence disparaît.

A l'échelle de la ville de Strasbourg, on a une surreprésentation des ménages bénéficiaires du RMI dans toute la couronne péricentrale et un petit peu au centre, et quand on regarde les autres cartes on a évidemment une correspondance forte mais imparfaite avec les territoires de la politique de la ville et les parcs de logement social. A l'échelle d'un quartier de la politique de la ville, comme le quartier de la Meinau, la répartition des demandeurs d'aides sociales s'organise selon deux distributions : il y a une surreprésentation des bénéficiaires dans la grande zone d'habitat collectif, avec une frontière interne, puis on trouve dans des espaces beaucoup plus vastes un assez grand nombre de ménages recevant ces aides.



Jeux d'échelle en Midi-Pyrénées

Lever les jeux de masques qui invisibilisent la pauvreté dans les représentations sociales.

Les masques qui cachent la pauvreté ne sont pas les mêmes selon les lieux.

- Pourquoi la trace de la frontière est-elle transparente dans les **beaux quartiers** ? Dans ces quartiers, les ménages en situation de pauvreté sont très peu nombreux, dispersés dans des habitats dégradés, absents dans les statistiques. Ici la territorialité du repli est la même ; cette faible mobilité est d'autant plus difficile à supporter que l'on est dans des quartiers où la modernité s'affiche dans la mobilité. Dans ces quartiers riches, la pauvreté définie par le recours à l'assistance est quelque chose qui devient honteux. Elle se cache dans les replis du territoire et elle est absente des discours des politiques comme des travailleurs sociaux. Le masque ici est celui du chômage, mot employé à la place de pauvreté.
- **Dans l'hyper centre** la frontière est labile. On rencontre des populations aux parcours cassés par l'alcool, la perte de travail ou par des situations familiales difficiles. Les territoires des sans-abris dans la ville correspondent aux passages d'un guichet à un autre guichet. De même il existe une territorialité du jour et de la nuit. Les SDF portent la mauvaise conscience de notre société.
- La frontière est redoublée dans les **quartiers sensibles**. La concentration des ménages pauvres réactive la part de repli territorial ; on a le sentiment d'être prisonnier de son quartier. Une ambiance s'installe qui est lisible dans le vécu du quartier. A tous ces caractères s'ajoute la territorialité du conflit où l'ethnicité prend le dessus.

DÉBAT

1 – Avez-vous travaillé sur les représentations ?

Catherine Sélimanovski : Dans les enquêtes que j'ai faites, on trouve des reconstitutions de biographies, notamment des parcours de migration, en particulier des migrations résidentielles, le plus souvent forcées (suivre le mari, divorcer, etc.). C'est peut-être une définition universelle de la pauvreté que l'hétéronomie sociale : on n'a pas le choix, et on est obligé de rendre des comptes tout le temps.

L'étude des représentations n'était pas mon but. Mais à travers les enquêtes, on remarque souvent le poids de l'absence d'autonomie et le replis sur soi (ainsi les allers-retours au pays de plus en plus rares d'un travailleur turc).

2 – J.M. Pinet (animateur des cafés géo) : *Pauvreté ou misère ?*

C.S. : Pauvreté. La misère renvoie au vécu, au ressenti, au sentiment. Et aussi à la question religieuse : au Moyen-Age, la pauvreté choisie est rédemptrice, il s'agissait d'une pauvreté positive. La misère, elle, n'est jamais choisie.

3 – Une question inaudible sur les mobilités.

C.S. : Je n'ai pas travaillé spécialement sur cette question. Par exemple la mobilité liée à l'habitat et au travail, souvent aggravée par les emplois à temps partiel. Ou l'immobilité liée à la difficulté de trouver un logement ailleurs ou à remplir des papiers. Dans une approche de la complexité, j'ai essayé d'articuler la mobilité à d'autres paramètres de la pauvreté, non de l'étudier en elle-même.

3 – Bernard Charlery (animateur des cafés géo) : *Y-a-t-il une spécificité du cas français ?*

C.S. : Serge Paugam définit 3 types de pauvreté : **la pauvreté d'exclusion**, exclusion du monde du travail et des qualifications sociales, subie par ceux que l'on appelle les pauvres, de plus en plus nombreux et refoulés hors de la sphère productive, mais prise en charge par les pouvoirs publics qui assurent la fixité du logement. Ainsi le cas des *grands ensembles* est propre à la France : 10 millions de logements construits dans les années 50-70 avec l'aide de l'état dans la couronne péri-urbaine d'alors, souvent enclavés (autoroute, par exemple, comme le montre la photo ci-dessous) ; au départ laboratoires sociaux pour les classes moyennes, mais les équipements n'ont pas suivi (commerces, écoles) et ils sont devenus des cités dortoirs pour « classes dangereuses », des lieux de relégation.



Strasbourg, Quartier de HautePierre

La pauvreté intégrée qui se distingue peu des autres couches de la population. Dans les pays d'Europe du Sud, l'Italie notamment, les pauvres sont pris en charge par des structures familiales plus que par des structures publiques ou des associations. Rien de tel chez nous où le traitement social de la pauvreté passe par l'administration, les pouvoirs publics.

Enfin **la pauvreté marginale** (Suisse ou Suède) où les ménages pauvres sont peu nombreux mais institutionnellement mis en marge de la société. En même temps, ils sont mieux aidés qu'ailleurs par les structures publiques

D'où la complexité de la pauvreté : il faut la penser dans des situations différentes à travers le monde, et sa reconnaissance passe par des canaux différents et discutables. Ainsi le logement ne suffit pas : dans les grands ensembles, un tiers seulement des habitants bénéficient de l'aide sociale, tout le monde est loin d'être pauvre ; de même dans les bidonvilles, il y a des pauvres, mais aussi des gens dans un processus d'intégration. L'analyse par les formes urbaines ne suffit pas. Plus généralement, on ne peut pas travailler à partir d'un seul élément.

4 – Votre objectif est-il d'apporter des propositions ?

C.S. : Mon objectif est d'abord de comprendre, avec ma casquette de géographe qui me permet d'entrer dans la question de la pauvreté par sa dimension spatiale : quels lieux et pourquoi ? comment certains lieux péjorent la pauvreté ? etc. Comprendre la pauvreté dans sa complexité pour éviter les « Y'a qu'à ». Lors d'un débat avec ATD quart-monde, les militants déniaient aux chercheurs le droit de travailler sur ce sujet parce qu'ils n'ont pas vécu la pauvreté dans leur chair. Je ne l'ai pas vécue ainsi et je ne suis pas une militante, j'essaie d'apporter ma pierre par une meilleure compréhension de la complexité du sujet, de mieux le prendre en compte sans le réduire à quelques expressions simples mais fausses comme « fracture sociale » ou « poche de pauvreté ». Et de ne pas l'euphémiser derrière le chômage ou le logement ou l'aide sociale. C'est une question cruciale qui n'a rien de marginal mais qui traverse toute la société (rapport au travail, logement, communication, etc.).

5 – J.M. Pinet : Comment travailler sur ou avec les pauvres ?

C.S. : Mon travail a pris de longues années. Je n'ai pas travaillé sur le terrain comme ATD quart-monde, mais avec des données gestionnaires de l'Insee, très insuffisantes : les populations spécifiques définies par l'Insee ne sont pas forcément en situation de pauvreté, même si elles sont très vulnérables et susceptibles de basculer dans la pauvreté. Même problème avec la DAS et les autres institutions du même type.

J'ai mis 6 mois à trouver une structure qui m'accueille et accepte de me fournir quelques données gestionnaires sensibles : mais elles sont peu accessibles à un chercheur isolé qui fait une thèse et n'est pas missionné par une administration. Puis j'ai trouvé enfin, dans le Bas-Rhin, une mission d'insertion sociale et professionnelle pour les RMistes à la Préfecture, mission de réflexion pour mettre en place une politique. Je n'y ai fait pas grand chose pendant six mois, mise à l'écart des données sensibles et surveillée par les Renseignements Généraux qui ont enquêté sur moi !

Mais j'ai eu alors une opportunité incroyable de recherche avec la mise en place du Fonds d'urgence d'aide sociale en 1997, qui concerne les pauvres de toutes catégories (RMI, chômeurs, sans droit, SDF, nouveaux pauvres salariés, etc.) : j'ai pu suivre la mise en place du dispositif et utiliser des données à une échelle fine, individuelle et non plus communale.

A partir de là, j'ai pu lancer des enquêtes : j'ai envoyé 300 lettres, aidée par un secrétariat, aux gens qui avaient bénéficié de cette aide sociale, et obtenu des réponses de personnes qui ont volontairement accepté de parler avec moi, au bureau et parfois chez elles. Toutes avaient quelque chose à dire, une histoire à raconter, au cours d'entretiens de deux heures environ. J'ai pu ainsi reconstituer 33 biographies personnelles, qui ne prennent sens, bien sûr, que dans une analyse quantitative globale des données gestionnaires : cela permet de dégager des types généraux de trajets de pauvreté, en y incluant par exemple des problèmes d'enfance. L'enquête est essentielle pour ne pas se perdre dans les données gestionnaires, et elle a l'avantage de fournir des trajets de vie alors que les données renseignent sur l'année de leur recouvrement.

Compte-rendu établi par

Marie-Rose GONNE-DAUDÉ
et Jean-Marc PINET

Bibliographie indicative

- AGIER M., *L'invention de la ville, banlieues, township, invasions et favelas*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 1999 (Une pensée d'avance).
- BAILLY A. S. (dir.), *Terres d'exclusions, terres d'espérances*, Actes du FIG, Paris ECONOMICA, 1997.
- BOURDIEU P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993 (Libre examen).
- CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- CASTEL R., *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, 2003 (La République des Idées).
- DAVEZIES L., *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Paris, Seuil, 2008 (La République des Idées).
- DUFLO E., *Le développement humain. Lutter contre la pauvreté I & Le développement humain. Lutter contre la pauvreté II*, 2 volumes, Paris, Seuil, 2010 (La République des Idées).
- FOL S., *La mobilité des pauvres. Pratiques d'habitants et politiques publiques*, Paris, Belin, 2009 (Mappemonde).
- GABORIAU P., TERROLLE D., *SDF, critique du prêt à penser*, Toulouse, Privat, 2007.
- GÉOFORUM 1993, *À la découverte des pauvretés et exclusions. Regards croisés*, *Géographes Associés*, n° 14-15, Lyon, Association Française pour le Développement de la Géographie (AFDG), MATHIEU N. (dir.) 1994.
- MARCUS V., DUVAL G. et alii, « Le Bip 40 », *Alternatives Économiques*, Paris, avril 2002, p. 44-53.
- MARPSAT M.(dir.), *Les sans-domicile, Etats-Unis, France, Sociétés Contemporaines*, Paris, L'Harmattan, n° 30, avril 1998.
- MAURIN E., *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Seuil, 2004 (La République des Idées).
- MESSU M., *La pauvreté cachée. Une analyse bachelardienne du concept de pauvreté*, Paris, Éd. de l'Aube, 2003 (Monde en cours, Petite Bibliothèque du Crédoc).
- MILANO S., *La pauvreté en France*, Paris, Le Sycomore, 1982.
- OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE, *Les travaux 2000, le Rapport 2000 ; Les travaux 2001-2002, le Rapport 2001-2002 ; Les travaux 2003-2004, le Rapport 2003-2004 ; Les travaux 2005-2006, le Rapport 2005-2006; Les travaux 2007-2008, le Rapport 2007-2008* Paris, La Documentation française, 2000, 2002, 2004, 2006, 2008.
- PAUGAM S., *La disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1993 (Sociologies).
- PAUGAM S., *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 2005 (Le lien social).
- PNUD, *Rapport Mondial sur le développement humain, Le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté*, Paris, Economica, 1997.
- PNUD, *Rapport Mondial sur le développement humain, Les objectifs du Millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*, Paris, Economica, 2003.
- QUERRIEN A., LASSAVE P. (dir.), *Les infortunes de l'espace. Les Annales de la recherche urbaine*, n° 93, Paris, Plan-Urbanisme-Construction-Architecture, 2003.

RETIÈRE J.-N., « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n°63, 3^e trimestre, Paris, 2003, p. 121-143.

SÉLIMANOVSKI C., *La frontière de la pauvreté*, Préface Serge Paugam, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

SIMMEL G., *Les pauvres*, 1^{re} éd. 1907, Paris, PUF/ Quadrige, 1998.

WACQUANT L., *Les prisons de la misère*, Paris, Éditions Raisons d'Agir, 1999.

WACQUANT L., *Parias urbain. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte, 2006.

ZENEIDI-HENRY D., *Les SDF et la ville, une géographie du savoir survivre*, Paris, Éditions Bréal, 2002.